Photographier la RGPP

PAR JOSEPH CONFAVREUX
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 30 JUILLET 2012

Comment montrer la réalité d'un sigle abstrait ? Un ouvrage de photographies, encadré par deux textes de sociologues et scandé par les témoignages des fonctionnaires de la DDE (Direction Départementale de l'Equipement) du Rhône tente d'approcher concrètement, humainement et visuellement, la RGPP, la Révision Générale des Politiques Publiques. Que produit-elle dans les endroits où elle s'applique ? Comment est-elle vécue dans les administrations qui la mettent en œuvre ? Quels paysages physiques laisse-t-elle derrière elle ?

Etat des lieux. Les lieux de l'Etat, paru aux éditions Libel, se présente comme une tentative d'épuisement d'un lieu rhodanien, en l'occurrence la DDE locale, saisie au moment du déménagement du service de l'Equipement et de son regroupement avec d'autres services administratifs. Ce n'est pas un grand plan social, qui laisse des milliers d'emplois sur le carreau, puisque les agents ne sont pas licenciés. Ce n'est pas non plus la fermeture d'une usine emblématique, porteuse de l'identité sociale de toute une région. Cela fait donc moins de bruit, mais constitue pourtant aussi la disparition d'un univers de travail, où *« on ne naît pas fonctionnaire, mais on le devient »*. Une certaine idée du service public.

Dans ce monde en voie de disparition décrit par les photographies de David Desaleux et l'enquête de terrain de Julien Langumier et Emmanuel Martinais, on croise des fonctionnaires attachés à leurs métiers, mais tourmentés par les évolutions successives de leur structure de travail, de la décentralisation à la RGPP, et parfois harassés par les consignes du New Public Management. *« Je suis devenu une sorte d'homme à tout faire. Mais un homme qui fait tout mal. Tout et mal, parce qu'on n'a plus les moyens. On fait de la bricole. On n'a pas l'argent. Et puis tout est devenu trop compliqué »*, raconte ainsi un témoin.

Comme d'autres « lieux de l'Etat », la DDE du Rhône a subi l'injonction du « faire mieux avec moins », dans la logique de profiter de la réduction des moyens imposés par la préservation des finances publiques pour tenter de réinventer l'administration, lutter contre son obsolescence et simplifier son fonctionnement. Au risque de faire surtout et souvent moins bien.

© David Desaleux

Le ministère de l'Equipement, dédié aux routes, à la construction et à l'urbanisme a été créé en 1966. En 2007, il disparaît en tant que tel, et les services de l'équipement sont rattachés à l'administration du développement durable. Ce ministère a pourtant compté jusqu'à 120 000 agents dans les années 1980. *« Puis est venu le temps de la décentralisation et des transformations, par réductions successives. L'exploitation routière a été cédée aux Conseils généraux, l'urbanisme aux communes »*, écrivent les auteurs de l'ouvrage.

Une nouvelle phase s'est encore ouverte avec les effets combinés de la Réforme de l'administration territoriale et de la RGPP. Des corps de métiers ont disparu, des fonctions se sont perdues. Comme le raconte un témoin interrogé dans l'ouvrage, *« le*

ministère de l'équipement, c'était un peu le "ministère de la vie de tous les jours". C'était un ministère très concret. Aujourd'hui, il l'est moins. Parce que moins les mains dans le cambouis justement, moins construction publique, moins route. »

L'ultime étape a été la fusion des Directions départementales de l'Equipement, amputées d'une partie de leurs moyens et de leurs personnels, avec les services de l'Agriculture, pour former des Directions départementales Territoriales, rattachés aux préfectures. Les auteurs d'*Etat des lieux. Les lieux de l'Etat* ont été chargés de constituer une mémoire des services de l'Equipement dans le Rhône, juste avant cette fusion.

© DD

Mais à partir de cette mission, ils ont construit un objet différent, qui est moins un mémorial qu'une histoire du temps présent. Leur démarche originale a consisté à commencer par la photographie, comme pour s'imposer de donner corps à l'abstraction des sigles et chercher à rendre sensible des processus opaques et silencieux. Les mots des témoignages et des analyses sont venus ensuite, en prenant garde d'éviter que les photographies ne deviennent des illustrations ou que les textes ne constituent de simples commentaires d'images.

En outre, ainsi que l'écrivent les auteurs, *« le déménagement de la DDE est un sujet photographique à la fois tout à fait prosaïque et en même temps complètement métaphorique de ce qui est train de se passer »*. Leur ambition est donc, en s'approchant au plus près d'un cas concret, de livrer un exemple des révolutions à bas bruit, mais à haute teneur politique et humaine, vécues par l'administration française ces dernières années.

Le résultat est quelque peu irénique, en ce que l'on rencontre surtout, voire seulement, des agents attachés à leurs métiers et sincèrement navrés qu'on ne les laisse plus l'exercer comme ils le souhaiteraient. Il est parfois aussi paradoxal, puisque l'ouvrage ne présente que des photographies d'espaces vides et dépeuplés, alors qu'il cherche à montrer la composante humaine, négligée par la réorganisation administrative et des exigences surtout comptables. Par ailleurs, le choix de rendre compte des témoignages de manière totalement anonyme, sans aucune indication d'âge ou de fonction de celui ou celle qui parle, par exemple, confond la volonté de prétendre à une parole universelle avec le fait de donner un tour impersonnel à ces récits de vie.

Mais *Etat des lieu. Les lieux de l'Etat*, au-delà du jeu de mots, parvient à s'emparer d'un territoire qui échappe trop souvent, pour y introduire un regard qui permet de rendre visible les dysfonctionnements, les aberrations ou les simples regrets que peut provoquer une métamorphose administrative.

Extraits en images et en témoignages.

«Tu apprends tout au long…»

© David Desaleux

« Pendant les 18 mois où j'ai travaillé à l'inspection du travail, c'est là que j'ai découvert un peu le service public. Puisque j'ai été formée par une dame qui était quand même un peu plus âgée que nous et qui nous a appris à arriver à l'heure. Parce qu'il y avait les usagers qui pouvaient venir. Qui nous a appris qu'on ne finissait pas avant l'heure. On finissait à 18h le soir, parce que les gens qui travaillaient la journée, c'était plus pratique pour eux de venir nous voir le soir. Voilà. On a appris tout ce sens d'être au service des autres, qu'il faut être disponible, qu'il faut être aimable quand les gens viennent. Voilà. Parce que je crois que quand tu es jeune, tu n'y prêtes pas vraiment attention. Et

puis tu ne rentres pas dans la fonction publique en te disant que tu vas être au service du public. Ce n'est pas forcément une vocation. Je crois que c'est plutôt un cheminement. Tu apprends tout au long… »

© DD

« J'étais passionné de mon boulot. A l'époque, je faisais surtout du dessin d'ouvrages d'art. Il y avait un architecte qui bossait pour nous, qui nous donnait les volumes, les formes, le style. Pour chaque ouvrage. Ensuite, je travaillais avec l'ingénieur chargé des calculs. Je bossais avec lui sur les dimensionnements. Il y a des choses que je faisais et d'autres que lui faisait. Puis après, je dessinais tous les plans des ouvrages. Parfois, je faisais aussi de la surveillance de chantier. Comme je connaissais bien, que j'avais fait les plans, il m'arrivait de remplacer des surveillants de chantier. J'adorais ça.»

© DD

« Pour moi, la plus grosse perte, c'est le service du public, le service d'aide au public. On n'a plus les moyens d'avoir ce service à l'usager. C'est le grand constat qu'on fait de partout, le service de proximité a tendance, un petit peu, à disparaître. Et ce n'est pas bien. Parce que l'administration, par définition, doit être un service public qui ne doit pas voir la notion de rentabilité comme point d'orgue. Aujourd'hui, passer 10 minutes ou un quart d'heure avec une personne, c'est considéré comme du temps perdu. »

« C'est une révolution, mais sans héros.»

© David Desaleux

« La beauté des lieux, les gens s'en foutent. Ce qui les rend tristes, c'est de quitter ce bâtiment qui est notre chez nous. Les gens sont tristes. Il y en plein qui disent : "Et notre monument aux morts ? Qu'est-ce qu'on va en faire ?"
Ben ouais, il va rester là. On ne peut pas l'emmener. Ca a été une des premières questions. On est tous attachés au bâtiment. C'est le bâtiment des Ponts et Chaussées. C'est notre histoire quoi ! Ouais, c'est difficile… On est tristes, quoi ! »

© DD

« C'est à mon grand regret que je suis en train d'évacuer ma consultation de documents d'urbanisme, parce que vraiment c'était des dossiers qui étaient magnifiques et qui étaient actualisés, quoi. Tout ça part à la benne. 80 kilos par armoire qui partent à la poubelle. Bon, c'est vrai que

cette collection fait doublon avec celle du service contentieux qui, de son côté, tient également à jour l'inventaire de tous ces documents. »

© DD

« Avant, dans toutes les grandes révolutions administratives, il y avait des héros, des convaincus, qui défendaient un projet, une vision, des principes. Là non. C'est une révolution par défaut, le seul projet c'est moins de fonctionnaires. C'est une révolution, mais sans héros.»

Directeur de la publication : Edwy Plenel
Directeur éditorial : François Bonnet
Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.
Capital social : 1 538 587,60€.
Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.
Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris
Courriel : contact@mediapart.fr
Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08
Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90
Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 538 587,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.
Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.